

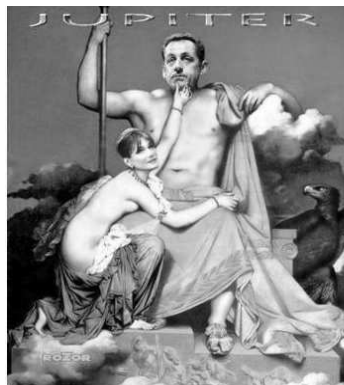


Cette note hebdo est réalisée à partir d'articles de divers journaux, revues et autres lectures. Son objectif est de contribuer à faire circuler l'information, à susciter réflexions et débats, indispensables dans la période présente. Certaines idées contenues dans les résumés publiés ici peuvent refléter des positions discutables, c'est justement leur intérêt. Souhaitons qu'elles alimentent nos propres réflexions.

La preuve que je suis intelligent c'est que je peux dire qu'il est un con tout en disant qu'il ne l'est pas, et en faisant croire à tous que j'ai dit le contraire de ce qu'ils croyaient avoir entendu!!!!



SARKINTELLIGENT



SARKOJUPITER



Il voudrait être ça !



Il n'est que ça !



SARKOBUSH

Enseignement supérieur et recherche **Le gouvernement ignore la mobilisation et passe en force.**

Le Conseil supérieur de la Fonction publique d'Etat du 9 avril 2009 a émis un avis favorable sur deux décrets concernant l'enseignement supérieur. L'un relatif à des dispositions statutaires concernant les enseignants chercheurs, les professeurs d'université et les maîtres de conférence, l'autre relatif au Conseil national des universités.

Ces deux textes entraînent des dispositions contre lesquelles la communauté universitaire est en lutte depuis des mois. Ces textes auraient du être retirés de l'ordre du jour de ce conseil suite au voeu adopté lors de la séance de la section syndicale de ce conseil.

Le gouvernement a choisi de les maintenir et c'est juste avant la tenue du Conseil que Solidaires a appris que les deux textes seraient traités.

A la demande d'une organisation syndicale (la FSU), le voeu de retrait a de nouveau

été voté en séance et repoussé (vote pour CGT, FSU, FO et Solidaires) , le Secrétaire d'état à la Fonction publique invoquant le respect des délais techniques et indiquant que ce n'était pas au CSFPE de discuter du fond. Les représentants des ministères concernés sont intervenus pour louer un dialogue social intense pour l'élaboration de ces textes.

Solidaires a dénoncé ce discours qui consiste à dire que tout va bien alors que la mobilisation est inscrite fermement dans la durée. La veille encore, les personnels manifestaient à l'appel de la coordination nationale des universités, soutenus par l'Union syndicale Solidaires- Dans ce contexte, nous avons rappelé à Monsieur Santini que le Conseil supérieur était plus qu'une instance technique et que nous attendions une réponse politique de sa part. Les deux textes ont été adoptés (Administration, Unsa, CFTC, CFDT).

Solidaires dénonce ce passage en force et continue à appeler au soutien de la communauté universitaire en lutte, avec ses syndicats membres (Sud Education, Sud Recherche EPST, Sud Etudiant) et la coordination nationale.

FISCALITÉ

Lagarde mord mais ne se rend pas !

Avec la décision, voilà quelques temps, de plafonner les niches fiscales, les nantis, à défaut de s'inquiéter, se posaient des questions. Avec l'annonce de Sarkozy, suite au projet de la ministre Christine Lagarde sur la quasi-suppression de l'impôt sur la fortune, ils ont leur réponse, bien que cette dernière nie avec une farouche énergie de faire un cadeau aux riches !

Après une première réduction de 50 000 euros octroyée en 2007 qui

avait coûté la bagatelle de 660 millions d'euros en 2008 et permis à plus de 17 000 contribuables possédant un patrimoine entre 770 000 et 1 240 000 euros de gagner une réduction moyenne de 2 300 euros sur leurs impôts et à plus de 2000 autres avec un patrimoine net imposable à l'ISF déclaré supérieur à 7 400 000 euros d'empocher une réduction d'ISF moyenne de plus de 40 000 euros.

Aujourd'hui, avec une défiscalisation passant de 50 000 à 100 000 euros, c'est l'exonération d'ISF qui est assurée pour les plus riches. En effet, selon les calculs du SNUI (syndicat des Impôts, membre de Solidaires), un contribuable ayant un patrimoine net imposable de 9 millions d'euros ne paiera plus d'ISF.

Mais comme il s'agit avec ce nouveau projet "d'empêcher l'évasion fiscale", dixit les ultralibéraux du Sarkozysme, circulez, il n'y a rien à voir !

AGRICULTURE

OGM, le maïs suspendu ?!

L'Allemagne vient de suspendre la culture du maïs génétiquement modifié à son tour.

La Commission européenne devra bien, pour finir, reconsidérer sa position. Son commissaire ayant en charge l'environnement, Stavros Dimas, a en tous cas déclaré à Prague, le 15 avril, que "la Commission allait y réfléchir"..., la réflexion sera-t-elle bonne ? A voir !

SANTÉ

Sécu..., le trou sans fin !

Ça fait longtemps qu'on le dit que la sécu, plus que de ces dépenses, est malade de ses recettes. L'Acoss, la "banque" de la Sécu, le confirme aujourd'hui en faisant état de ses inquiétudes pour les mois à venir sur les conséquences du chômage pour les rentrées de cotisations : avec 400 000 chômeurs de plus, elle estime de 3 à 4% le manque à rentrer et prévoit, par ailleurs, un trou de 20 milliards fin 2009. Enfoncé Woerth qui se targuait l'an dernier de ramener le déficit annoncé initialement de 15 à 8,5 milliards, grâce à son plan de mesures !

Comme dans la période chaude

que nous connaissons, les mesures classiques : remboursements, augmentations de cotisations, diminution des alloc's, des retraites, des soins..., seraient mal perçues, le recours à la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale) apparaît comme la seule solution pour Woerth.

Celle-ci va devoir emprunter pour éponger l'ardoise qui se monte aujourd'hui à 110 milliards, auxquels il va falloir ajouter 80 milliards si Sarko veut tenir jusqu'à la fin de son mandat. La Cades, créée en 1996 et qui devait disparaître en 2009, après un premier report de sa mort à 2021, voit sa longévité augmenter encore puisqu'elle devra au moins subsister jusqu'en 2040.

Après nos enfants, ce sont nos petits-enfants qui devront payer l'impéritie des Aubry, Douste-Blazy, Bertrand et autres ministres qui, juré, craché, allaient régler la situation !

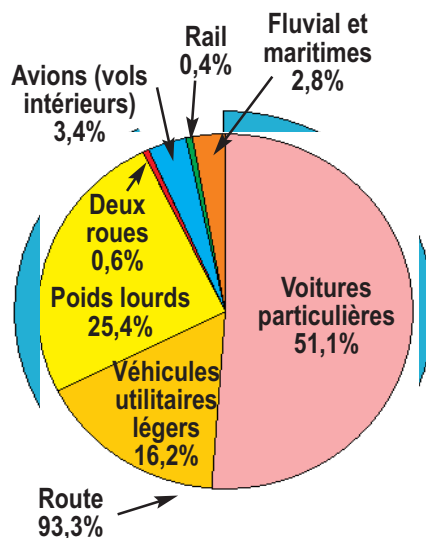
CHÔMAGE

21,1%,
c'est le taux de chômage
en février des jeunes de moins
de 25 ans en France.

ÉCOLOGIE

La route, une lourde responsabilité

Emissions de CO₂ dues aux transports en 2006, en France



En France, le secteur des transports représente 35% de la totalité des émissions de CO₂, et les transports routiers 33% à eux seuls.

SAVOIR, CULTURE...

Let's Make Money

Un documentaire du réalisateur autrichien Erwin Wagenhofer sur la finance, ses circuits, le danger pour la démocratie, un capitalisme sans limites.

Après le G20 et sa tentative de colmater les brèches, à l'heure où la question du capitalisme comme horizon indépassable se pose, voilà un film qui tombe à pic. On y voit le patron d'un fonds d'investissement américain déclarant que "le meilleur moment d'investir, c'est quand le sang coule dans la rue", des paysans d'Afrique récoltant du coton, le paradis fiscal de Jersey, ou encore les investissements en Espagne pour bâtir des maisons et des terrains de golf qui sont vides. Il remonte ainsi la chaîne du fric, avec un moment fort, celui où "un assassin économique" explique la tactique américaine pour mettre à genoux un pays du Sud avec les plans d'ajustement structurels du FMI. Quand les assassins n'y arrivent pas, viennent les "chacals"... les tueurs à gages !

Après "We Feed the World", voyage au coeur du système alimentaire et de la famine organisée, Wagenhofer réalise ici un docu qu'il faut voir, au moment où la crise ne cesse de sévir !

Katanga Business

Comment une des régions de la République Démocratique du Congo où le sous-sol est le plus riche en minerais en tous genres (cuivre, cobalt, zinc, uranium,...), après avoir été pillée par Mobutu, l'est aujourd'hui par des multinationales, notamment chinoises. La population, bien entendu, y vit dans la pauvreté. Des hommes, les "creuseurs", au prix de leur vie, travaillent la terre pour y arracher et revendre à bon marché aux commerçants asiatiques les précieux minerais.

Après "Mobutu, roi du Zaïre", Thierry Michel réalise un documentaire instructif sur les rouages du pillage de la planète avec en ligne de mire les cours de la Bourse !